

Luxembourg, le 3 avril 2014

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réaction du SYVICOL à la déclaration du gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays 2014

Le Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises a pris note avec intérêt du discours sur l'état de la nation prononcé le 2 avril par Monsieur le Premier ministre.

Un certain nombre de domaines où le gouvernement envisage un changement de politique ou souhaite mettre de nouveaux accents ont un impact au niveau communal. Le SYVICOL note avec satisfaction que le gouvernement a d'ores et déjà l'intention de l'associer aux réflexions sur un certain nombre de dossiers.

En ce qui concerne l'encadrement des enfants dans les crèches et maisons relais, il convient de rappeler qu'il s'agit d'une mission dont l'organisation et le financement sont assumés pour une partie non-négligeable par les communes. Il est dès lors logique que toute discussion sur une éventuelle gratuité de cet encadrement doit se faire en concertation étroite avec les communes. Le SYVICOL note toutefois que jusqu'à présent, il n'a pas été associé aux consultations sur une réorganisation de la politique de soutien aux familles que Madame la Ministre de la Famille serait en train de mener.

Favoriser la création de logements est pour beaucoup de communes d'ores et déjà une priorité. Le SYVICOL reste évidemment disposé à prêter main forte au gouvernement dans la recherche de nouvelles stratégies pour mettre un terme à la pénurie de logements et endiguer la hausse des prix.

La création d'un service d'aide et de conseil aux communes dans le domaine de l'aménagement communal est une bonne nouvelle pour le secteur. Il en est de même pour l'abolition des commissariats de district, que le SYVICOL revendique depuis longtemps dans l'intérêt de la simplification administrative. En revanche, il serait utile d'examiner l'opportunité d'une implantation au niveau régional de structures administratives ayant pour mission de conseiller les communes.

Des clarifications supplémentaires de la part du gouvernement sont nécessaires en ce qui concerne d'une part l'adaptation projetée à court du système de financement des communes, d'autre part la réorganisation des services de secours.

Convaincu qu'une action concertée de l'Etat et des communes est la meilleure stratégie pour relever une grande partie des défis qui se posent au pays, le SYVICOL reste ouvert au dialogue avec le gouvernement sur tous les chantiers politiques qu'il entend lancer.

Communiqué par le SYVICOL